

FÉMONATIONALISME

Publiée le 8 juillet 2022 dans [Féminisme](#)

Charlène Calderaro (Université de Lausanne, Centre en Études Genre / Goldsmiths University of London, Sociology Department)

Introduction

Forgé par Sara Farris dès 2012, puis dans son ouvrage *In the Name of Women's Rights: The Rise of Femonationalism* (2017, 2021)[1], le concept de fémonationalisme est souvent utilisé pour désigner l'instrumentalisation de la rhétorique des droits des femmes à des fins de justification des politiques racistes et anti-immigration. En empruntant la formulation et la logique du concept d'homonationalisme de Jasbir Puar (2007, 2012), il partage avec lui l'objectif de décrire la façon dont le genre et les sexualités sont utilisés pour tracer une frontière entre l'Occident, décrit comme progressiste et civilisé, et l'Orient, décrit comme barbare et obscurantiste (Said, 1980). Ainsi, parce qu'il porte sur les frontières morales et politiques qui délimitent les « bons » citoyens et les autres en fonction des normes de genre et de sexualité, le fémonationalisme rejoint le champ d'études francophone autour des nationalismes sexuels (Jaunait, Le Renard et Marteu, 2013).

Entamée mais loin d'être achevée, sa circulation dans le champ académique francophone est un processus en cours, jalonné de débats et controverses partant des mouvements sociaux. La traduction française du concept de fémonationalisme est amorcée dès 2013 (Farris, 2013), mais ses premiers usages dans le contexte francophone relèvent en effet du champ politique et contestataire, et sont fortement liés au concept d'homonationalisme. Forgé à partir du contexte états-unien, ce dernier est rapidement mobilisé par des mouvements queer en Europe afin de s'opposer à l'appropriation des luttes LGBT par les institutions publiques pour en faire un étendard de la démocratie occidentale, ou par les villes et métropoles dans des entreprises de gentrification. La notion d'homonationalisme gagne en visibilité en France notamment lors d'une controverse autour de l'affiche de la marche des fiertés de Paris en 2011 arborant un coq à plumes[2], et plus récemment lors de la marche des fiertés de 2018[3]. Dans la même veine, c'est à l'occasion d'événements fortement médiatisés, tel que les agressions de Cologne en 2016, que des militant·e·s féministes et antiracistes en France comme en Allemagne s'opposent au fémonationalisme, et, par-là, au traitement médiatique réservé aux violences sexuelles ayant eu lieu dans la ville allemande (Fourment, 2016 ; Schuster, 2020)[4]. Les discours de Marlène Schiappa, ancienne ministre des droits des femmes, sur l'expulsion des coupables de violences sexuelles lors de sa nomination comme ministre déléguée au sein du Ministère de l'Intérieur en 2020 a ravivé les débats autour du fémonationalisme en France (Calderaro, 2020 ; Harchi, 2020), donnant lieu à une tribune de féministes dénonçant son « discours fémonationaliste indigne » (Le JDD, 2020). Ces occurrences dans le débat public traduisent une circulation transnationale de ces termes et concepts entre les mondes académiques et les mouvements sociaux, et leur entrée dans le champ de la sociologie et des études de genre francophones promet de riches discussions et développements.

Nationalismes sexuels et fémonationalisme

Sara Farris définit le fémonationalisme comme une *convergence* entre les partis nationalistes, les gouvernements néolibéraux et certaines intellectuelles féministes



LES DERNIÈRES NOTICES :

[PHALLUS LESBIEN](#)

Publiée le 2 septembre 2022
Français Portuguais
Brasil

[QUEER AND IRONY](#)

Publiée le 2 septembre 2022
Français

[LA CRITIQUE FRANCOPHONE FÉMINISTE MATÉRIALISTE DE LA PARENTÉ AU REGARD DES PERSPECTIVES FÉMINISTES NOIRES, AUTOCHTONES ET DÉCOLONIALES D'ABYA YALA](#)

Publiée le 31 août 2022
Français

[LE FÉMINISME ATHÉE](#)

Publiée le 13 juillet 2022
Français

[PENSER LA PARENTÉ EN FÉMINISTE: JALONS POUR UNE CRITIQUE MATÉRIALISTE](#)

Publiée le 8 juillet 2022
Français

et « fémocrates^[5] » dans la promotion de politiques de stigmatisation raciale au nom des droits des femmes. Le concept renvoie ainsi « à la fois à l'exploitation des thèmes féministes par les nationalistes et les néolibéraux dans les campagnes anti-islam (mais aussi, comme [elle le montre], anti-immigration) et à la participation de certaines féministes à la stigmatisation des hommes musulmans sous la bannière de l'égalité des sexes » (Farris, 2017, p. 4). Ainsi posée, l'étude du fémonationalisme rejoint les enjeux de recherche francophones que l'on peut rassembler sous l'expression des nationalismes sexuels (Jaunait, Le Renard et Marteu, 2013). En étudiant la rencontre entre les thèmes nationalistes, xénophobes et racistes d'une part, et les rhétoriques féministes promouvant l'égalité de genre et des sexualités d'autre part, les chercheur·e·s ont en effet formulé plusieurs concepts et notions pour désigner leur enchevêtrement complexe dans les discours publics et politiques en Europe.

Parmi ceux-ci, la notion de « racialisation du sexisme » utilisée notamment par Christelle Hamel fait référence à l'accent mis sur les différences culturelles d'un groupe minoritaire en matière de relations de genre, accompagné d'un discours qui culturalise et racialise les violences sexistes, catégorisant ainsi certaines cultures comme intrinsèquement sexistes (Hamel, 2005). Jasbir Puar forge le concept d'homonationalisme, évoqué plus haut, pour désigner « la collusion entre l'homosexualité et le nationalisme américain, générée à la fois par les rhétoriques nationalistes d'inclusion patriotique et par les sujets gays et queers eux-mêmes » (Puar, 2017, p. 76). Avec l'expression de « démocratie sexuelle », Éric Fassin analyse l'extension de la définition de la démocratie à travers la sexualisation accrue des débats publics et la politisation des questions de genre et de sexualité (Fassin, 2006). Ses recherches ont exploré la manière dont les droits des personnes LGBTQI+, et plus largement les libertés sexuelles, ont été mises en avant dans la sphère publique et politique pour affirmer la démocratie occidentale, en opposition avec des régimes, pays et cultures considérés comme « arriérés ». Il montre notamment comment la France a connu une « sexualisation » de sa sphère publique au moment particulier de la controverse sur le foulard, dans un contexte également marqué par le 11 septembre 2001 ainsi que les présidentielles de 2002, où le candidat d'extrême-droite Jean-Marie Le Pen arrive au second tour. Selon Éric Fassin, cette sexualisation de la démocratie a alimenté le « nationalisme sexuel », à travers lequel les frontières nationales sont définies en fonction des libertés sexuelles. Ainsi, si les travaux et concepts en langue française ne manquent pas pour analyser la manière dont les discours et les représentations sur les comportements genrés participent à circonscrire la citoyenneté, ou à tracer une frontière entre les « bons » citoyens et les « Autres » (Guénif, Souilamas et Macé, 2004 ; Delphy, 2008 ; Clair, 2012 ; Jaunait, Le Renard et Marteu, 2013 ; Le Renard et Marteu, 2014), qu'apporte le concept de fémonationalisme et que permet sa circulation dans le contexte francophone ?

Féminisme d'État et fémonationalisme : convergence ou instrumentalisation ? Le rôle des féministes et des fémocrates en question

Dans son ouvrage *In the Name of Women's Rights*, la sociologue Sara Farris définit et cartographie le fémonationalisme à partir de l'étude des programmes d'intégration civique en France, en Italie et aux Pays-Bas. Elle se concentre principalement sur trois types d'acteur·ice·s et d'agendas politiques, qui, habituellement opposé·e·s, se retrouvent sur une ligne commune autour de la rhétorique anti-immigration et anti-islam au nom des droits des femmes : (1) les partis politiques d'extrême-droite, (2) les féministes au sens large, comprenant « un certain nombre d'intellectuelles et de politiciennes féministes de premier plan, d'organisations de femmes et féministes, et de fémocrates » (2017, p. 4), et (3) les partis et gouvernements néo-libéraux. Si elle précise que ces programmes d'intégration civique visent l'ensemble de la population migrante non occidentale, elle insiste sur la convergence de ces acteur·ice·s autour d'une position anti-islam, qui, selon elle, est devenue la rhétorique dominante

autour de laquelle certaines féministes se sont ralliées.

En définissant le fémonationalisme comme une « convergence » entre des acteur·ice·s politiques a priori opposé·e·s plutôt que comme une « instrumentalisation » (p. 6), Sara Farris pose la question centrale de la participation des féministes dans la promotion de politiques anti-islam. La notion de convergence tient ainsi une place majeure dans la définition du concept, et permet d'insister sur la rencontre entre des acteur·ice·s dont les agendas politiques sont traditionnellement opposés. Si ce type de rencontre était déjà évoquée via le concept d'homonationalisme – à travers les notions de « collusion » et d'« alliance » entre les acteur·ice·s nationalistes et certains fragments des populations LGBTQ+ (Puar, 2007, 2017) –, Sara Farris privilégie le terme de convergence, qui permet de laisser de côté la question de l'intentionnalité des acteur·ice·s rallié·e·s à la cause. En effet, les notions de collusion ou d'alliance présupposent le ralliement conscient et subjectif d'une série d'acteur·ice·s, y compris des féministes, alors que le terme de convergence « décrit la rencontre entre différents acteurs et mouvements dans un espace donné sans qu'ils perdent leur autonomie relative, et sans que la rencontre elle-même produise (nécessairement) de l'identité ou de l'homogénéité » (2017, p. 6).

Comme elle le montre, cette focale mise sur la pratique religieuse musulmane s'applique particulièrement au contexte français où la conception républicaine de la laïcité est souvent invoquée pour restreindre les signes religieux islamiques au nom des droits des femmes. En effet, la France fut le premier pays en Europe à légiférer pour interdire certains signes et pratiques vestimentaires islamiques au nom de la laïcité et du féminisme, la première étant parfois défendue comme une garantie du second et de l'égalité de genre (Delphy, 2006 ; Benelli et al., 2006 ; Lépinard, 2020 ; Scott, 2017). En insistant sur sa modularité, Sara Farris invite à une étude minutieuse de la manière dont le fémonationalisme se déploie dans des contextes nationaux ou locaux, et dont il interagit avec leurs spécificités. La notion de fémonationalisme tend alors à être utilisée pour questionner le ralliement des féministes autour des politiques et discours anti-islam au nom des droits des femmes, notamment dans le contexte français. Dans un chapitre de l'ouvrage *Genre et islamophobie. Discriminations, préjugés et représentations en Europe* (ENS éditions, 2021), Eléonore Lépinard aborde les enjeux autour du fémonationalisme à partir des discours féministes favorables aux lois de 2004 et de 2010 – interdisant respectivement le port du voile islamique à l'école publique et le port du « voile intégral » dans l'espace public – en la mettant en lien la position privilégiée des féministes blanches au sein des mouvements féministes français. Elle discute ainsi la pertinence de la notion de convergence comme explication de la participation des féministes, lui préférant celle de « blanchité féministe » pour expliquer l'investissement des féministes blanches dans les discours prônant la laïcité comme garantie de l'égalité des sexes (Lépinard, 2021). Ce faisant, elle souligne le rôle spécifique de la question religieuse et de l'Islam dans le contexte français, et la manière dont le discours sur la laïcité s'imbrique aux rapports de pouvoir raciaux au sein du féminisme. Cette configuration permet ainsi à certaines féministes blanches de préserver leur position privilégiée dans le mouvement féministe, et de tracer les limites morales entre les « bons » et les « mauvais » sujets féministes, contribuant ainsi à nourrir et à rendre opératoires les discours fémonationalistes.

En analysant les mobilisations politiques des « nouvelles femmes de droite », Magali Della Sudda montre dans son dernier ouvrage comment la consolidation de la dynamique fémonationaliste passe également par des revendications conservatrices et nationalistes s'appuyant sur l'identité « femmes » (2022). Analysée à travers le prisme du fémonationalisme, l'émergence de groupes de femmes politisées à droite et à l'extrême-droite met alors en évidence la généralisation d'une norme égalitaire qui s'exprime au-delà des mouvements féministes historiques et qui s'inscrit dans une perspective nationaliste s'appuyant sur une forte racialisation du sexisme.

Le concept de fémonationalisme fait ainsi l'objet de riches développements académiques autour des nationalismes sexuels, en posant de manière centrale la question du rôle des féministes et des mouvements de femmes dans la consolidation des politiques racistes, islamophobe et/ou anti-immigration au nom des droits des femmes.

Un concept qui s'inscrit dans la tradition féministe-marxiste : l'économie politique du fémonationalisme

Le concept de fémonationalisme tel que défini par Sara Farris a également la particularité de s'inscrire dans la tradition féministe-marxiste, qui fait l'objet d'un intérêt croissant dans le contexte francophone comme en attestent les traductions récentes de plusieurs ouvrages (Federici, 2016, 2017 ; Bhattacharya, 2020, voir Calderaro, à paraître). En s'intéressant aux ressorts des politiques d'intégration et des campagnes anti-immigration, Sara Farris fournit aussi une analyse politico-économique du fémonationalisme (Farris, 2012, 2017). Afin d'expliquer l'asymétrie genrée du traitement des hommes migrants d'un côté, cibles des campagnes anti-immigration, et des femmes migrantes de l'autre, cibles des récits de sauvetage, elle met en avant les caractéristiques d'une conjoncture européenne marquée par une population vieillissante, impliquant une demande croissante dans le secteur du *care*. Elle montre ainsi comment les rhétoriques et *rescue narratives* féministes déployées à l'égard des femmes migrantes, qui accordent une place centrale à l'indépendance économique comme voie émancipatrice, vont de pair avec les programmes d'insertion professionnelle incitant les femmes migrantes à investir ce secteur du *care* privatisé et précarisé.

* * *

Pour conclure, s'il s'inscrit dans le domaine d'études déjà foisonnant des nationalismes sexuels, le concept de fémonationalisme pose des questions relativement nouvelles dans le champ francophone des études de genre : quel est le rôle des mouvements de femmes – y compris de droite et d'extrême-droite –, de certaines féministes, des fémocrates et des institutions en charge de l'égalité de genre dans le développement du fémonationalisme ? Ouvrir cette brèche dans le contexte français invite à s'intéresser aux mouvements féministes et de femmes, mais également aux institutions publiques chargées de les représenter, ainsi qu'à la manière dont leurs demandes sont intégrées par celle-ci et formulées en discours et politiques publiques.

Pour citer cette notice

Calderaro, Charlène: "Fémonationalisme". *"Dictionnaire du genre en traduction / Dictionary of Gender in Translation / Diccionario del género en traducción*. Mis en ligne le 08 Juillet 2022: <https://worldgender.cnrs.fr/notices/femonationalisme/>

Références

Benelli, Natalie, Ellen Hertz, Christine Delphy, Christelle Hamel, Patricia Roux, Jules Falquet (2006), « De l'affaire du voile à l'imbrication du sexisme et du racisme », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 25, n° 1, p. 4-11.

Bhattacharya, Tithi (2020), *Avant 8 heures, après 17 heures : capitalisme et reproduction sociale*, trad. Corinne Chambers, Solène Derrien, Karima Neggad, Toulouse, Blast.

Calderaro, Charlène (2020), « Fémonationalisme et droits des femmes en France : quel type de remaniement? », *Contretemps* : <https://www.contretemps.eu/feminisme-femonationalisme-france-remaniement/>.

Calderaro, Charlène (à paraître), « La perspective féministe-marxiste : de l'analyse du

travail domestique aux théories de la reproduction sociale », *Travail, Genre et Sociétés*.

Clair, Isabelle (2012), « Dedans/dehors. La sexualité, une ligne de démarcation ? » *Genre, Sexualité et Société*, n° 7 : <https://doi.org/10.4000/gss.2386>.

Collectif (2016), « Tribune. Nuit de Cologne : « Kamel Daoud recycle les clichés orientalistes les plus éculés », février 2016, *Le Monde* : https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/02/11/les-fantasmes-de-kamel-daoud_4863096_3232.html.

Crame (2018), « Pas de coq queerisé pour la Marche des fiertés », *Les Inrockuptibles* : <https://www.lesinrocks.com/actu/pas-de-coq-queerise-pour-la-marche-des-fiertes-36591-20-04-2011/>.

Della Sudda, Magali (2022), *Les Nouvelles Femmes de droite*, Paris, Hors d'Atteinte.

Delphy, Christine (2006), « Antisexisme ou antiracisme ? Un faux dilemme », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 25, n° 1, p. 59-83.

Delphy, Christine (2008), *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique.

Eisenstein, Hester (1989), « Femocrats, Official Feminism, and the Uses of Power: A Case Study of EEO Implementation in New South Wales, Australia », *Yale Journal of Law and Feminism*, vol. 2, n° 1.

Farris, Sara R. (2012), « Femonationalism and the "Regular" Army of Labor Called Migrant Women », *History of the Present*, vol. 2, n° 2, p. 184-199.

Farris, Sara R. (2013), « Les fondements politico-économiques du fémonationalisme », *Contretemps* : <https://www.contretemps.eu/les-fondements-politico-economiques-du-femonationalisme/>.

Farris, Sara R. (2017), *In the Name of Women's Rights: The Rise of Femonationalism*, Durham-London, Duke University Press.

Farris, Sara R. (2021), *Au nom des femmes. « Fémonationalisme » : les instrumentalisation racistes du féminisme*, Paris, Éditions Syllepse.

Fassin, Éric (2006), « La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations », *Multitudes*, vol. 3, n° 26, p. 123-131.

Federici, Silvia (2016), *Point zéro, propagation de la révolution : travail ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Donnemarie-Dontilly, Éditions iXe.

Federici, Silvia (2017), *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, trad. Collectif Senonevero et Julien Guazzini, Genève, Éditions Entremonde et Senonevero.

Fourment, Émeline (2016), « Cologne et la question des violences sexuelles dans le débat politique allemand : renforcement du sexisme et du racisme, invisibilisation des femmes réfugiées », *Contretemps* : <https://www.contretemps.eu/cologne-et-la-question-des-violences-sexuelles-dans-le-debat-politique-allemand-renforcement-du-sexisme-et-du-racisme-invisibilisation-des-femmes-refugiees/>.

Guénif Souilamas, Nacira et Éric Macé (2004), *Les Féministes et le garçon arabe*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Guénif Souilamas, Nacira (2016), « Tribune. Gare aux indignations sélectives ! », janvier 2016, *Le Monde* : https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/30/gare-aux-indignations-selectives_4856397_3232.html.

Harchi, Kaoutar (2020), « Marlène Schiappa, le fémonationalisme et nous », *Ballast* : <https://www.revue-ballast.fr/marlene-schiappa-le-femonationalisme-et-nous/>.

Jaunait, Alexandre, Amélie Le Renard et Élisabeth Marteu (2013), « Nationalismes sexuels ? : Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes », *Raisons politiques*, vol. 49, n° 1, p. 5-23.

Collectif (2020), « Tribune. "Le discours fémonationaliste indigne de Marlène Schiappa" », *Le JDD* : <https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-le-discours-femonationaliste-indigne-de-marlene-schiappa-3980944>.

Le Renard, Amélie et Élisabeth Marteu (2014), « Introduction », Numéro spécial « Genre et nation : approches sociologiques », *Sociétés contemporaines*, vol. 94, n° 2, p. 5-18.

Lépinard, Éléonore (2020), *Feminist Trouble: Intersectional Politics in Postsecular Times*, New York, Oxford University Press.

Lépinard, Éléonore (2021), « Race et religion : les 'bons' et les 'mauvais' sujets du féminisme en France », in Éléonore Lépinard, Oriane Sarrasin et Lavinia Gianettoni (dir.), *Genre et islamophobie. Discriminations, préjugés et représentations en Europe*, Lyon, ENS Éditions.

Manifesto XXI (2018), « Stop au pinkwashing : les invisibles de la Pride voient rouge », *Manifesto XXI* : <https://manifesto-21.com/stop-au-pinkwashing-les-invisibles-de-la-pride-voient-rouge/>.

Puar, Jasbir K. (2007), *Terrorist Assemblages: Homonationalism in Queer Times*, Durham, Duke University Press.

Puar, Jasbir K. (2012), *Homonationalisme : la politique queer après le 11 septembre 2001*, trad. Maxime Cervulle et Judy Minx, Paris, Éditions Amsterdam.

Said, Edward W. (1980 [1978]), *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*, trad. Catherine Malamoud, Paris, Le Seuil, 1978.

Schuster, Julia (2020), « A Lesson from 'Cologne' on Intersectionality: Strengthening Feminist Arguments against Right-Wing Co-Option », *Feminist Theory*, vol. 22, n° 1, p. 23-42.

Scott, Joan Wallach (2017), *La politique du voile*, Paris, Éditions Amsterdam.

[1] L'ouvrage est traduit en français en 2021 : *Au nom des femmes. « Fémonationalisme » : les instrumentalisations racistes du féminisme*, Paris, Syllepse.

[2] Voir article de presse : Crame, "Pas de coq queerisé pour la marche des fiertés », 20 avril 2011, *Les Inrockuptibles* : <https://www.lesinrocks.com/actu/pas-de-coq-queerise-pour-la-marche-des-fiertes-36591-20-04-2011/>.

[3] La tête du cortège de la marche du 30 septembre 2018 portait ce mot d'ordre : « Queer et trans racisé·e·s contre l'homonationalisme », voir article de presse : *Manifesto XXI*, « Stop au pinkwashing : les invisibles de la Pride voient rouge », *Manifesto XXI*, 3 juillet 2018 : <https://manifesto-21.com/stop-au-pinkwashing-les-invisibles-de-la-pride-voient-rouge/>.

[4] Voir aussi les deux tribunes publiées dans *Le Monde* autour des controverses suscitées par le traitement médiatique et politique des agressions de Cologne : Guénif Souilamas (2016) ; Collectif (2016).

[5] Forgée par la sociologue australienne Hester Eisenstein en 1989, la notion de

« fémocrates » désigne les actrices institutionnelles qui portent l'objectif d'égalité femmes-hommes au sein des institutions de l'État, et dont la présence dans les arènes décisionnelles étatiques est liée au développement du féminisme d'État.

ÉTIQUETTES

Feminism, féminisme, feminismo, nationalism, nationalisme, nationalismes sexuels, nazionalismo, nazionalismo sessuale, Racialisation du sexisme, Racialisation of sexism, racism, racism, razzializzazione del sessismo, razzismo, sexual nationalisms

LES PARTENAIRES DE L'IRN WORLD GENDER :



The College of
Arts&Sciences

